

MYTHES ET ILLUSIONS POLITIQUES D'APRÈS-GUERRE

*Un an après la tentative d'annexion du Koweït par l'Irak,
le Moyen-Orient d'après la guerre ressemble beaucoup au
Moyen-Orient d'avant la guerre.*

PAR JANICE GROSS STEIN

B IEN QU'IL SOIT ENCORE TRÈS TÔT, PLUSIEURS MYTHES SONT DÉJÀ nés de l'euphorie de la victoire dans la guerre du Golfe, dont on tire aussi quelques leçons en matière de gestion des conflits internationaux dans l'après-guerre froide. Des leçons édifiantes et démoralisantes et des mythes trompeurs.

Deux leçons notamment se détachent du lot. D'abord, côté coalition, les armes employées, bien qu'assez coûteuses à fabriquer, se sont révélées doucement «intelligentes». En effet, non seulement elles ont atteint leurs cibles avec précision, mais en plus, elles ont réduit bien au-delà de toute attente les coûts politiques et humains de la guerre. Grâce à leurs bombes, à leurs missiles et à leurs aéronefs «intelligents», les forces alliées ont remporté rapidement la victoire en n'ayant à déplorer qu'un minimum de pertes dans leurs rangs. Cependant, en diminuant le tribut humain de la guerre, ces armes dites intelligentes donnent aussi l'avantage aux grandes puissances dans les conflits conventionnels contre de petites et moyennes puissances du tiers-monde. En conséquence, la multiplication de ces armes sur le marché au cours des dix prochaines années rendra le règlement pacifique d'une myriade de différends entre pays en développement beaucoup plus improbable et l'apparition de guerres Nord-Sud, au contraire, plus probable.

Ensuite, on a surestimé les contraintes politiques internes auxquelles le président Bush était soumis pendant le conflit, comparé à ce qu'elles étaient avant le conflit. Si la guerre était électronique, en revanche, sa couverture médiatique ne l'était pas. Fort des enseignements que les dirigeants pensaient avoir tirés de la guerre du Viêt-nam, le Pentagone a soigneusement planifié la liberté accordée aux médias et le contrôle de l'information avant même le début des combats.

Résultat, pour la première fois en deux générations, on a suivi la guerre par reportages radio et la couverture télévisée s'est limitée, pour l'essentiel, aux interventions des présentateurs. À Washington, et dans d'autres capitales occidentales, les états-majors ont bien assimilé cette leçon. C'est en partie parce que le public a vu très peu d'images de mort et de dévastation causées par les combats que le président Bush a mené la guerre sans aucune contrainte politique ou presque. On peut s'avancer à dire qu'avec une couverture radiophonique, les guerres électroniques deviendront un instrument de gestion des conflits.

À PEINE LE CONFLIT TERMINÉ, PLUSIEURS MYTHES DANGEREUX ÉTAIENT DÉJÀ bien ancrés dans les esprits. Le premier, et le plus important, est que l'orchestration de la guerre confirme l'«hégémonie américaine» ou l'émergence d'un «système unipolaire» dominé par les États-Unis. Certains commentateurs prétendent que, sous couvert de sécurité collective, les Américains sont en réalité entrés en guerre pour préserver un ordre hégémonique et protéger des ressources stratégiques et des régimes amis dans le golfe Persique. D'autres affirment que ce qui frappe le plus dans le monde de l'après-guerre froide, c'est son unipolarité, et le pouvoir incontesté des États-Unis à sa tête.* Les premiers voient une continuité, les seconds, un changement fondamental dans le système, mais tous s'entendent sur la prééminence des États-Unis dans le monde de l'après-guerre froide.

Toutefois, ces commentateurs confondent forme et fond. La guerre est arrivée dans une situation très particulière qu'il y a peu de risque de voir se répéter à l'avenir. Saddam Hussein était très craint et haï en Irak même et au

Moyen-Orient. Malgré l'immense popularité de son programme politique dans le monde arabe, personnellement, il comptait bien peu de partisans. De plus, l'Irak se trouve à deux pas des plus grandes réserves mondiales connues de pétrole, dont les pays industrialisés dépendent généralement. Cette situation a fait naître parmi les grandes puissances membres des Nations Unies un sentiment unique et partagé de peur et d'intérêt commun. Il est inconcevable, par exemple, qu'une invasion syrienne au Liban ou qu'une attaque libyenne contre le Tchad provoquent la même réaction.

Le Kremlin a fait preuve d'une remarquable volonté de coopérer avec la Maison-Blanche compte tenu des relations politiques et militaires que l'URSS entretenait de longue date avec l'Irak. Cette coopération des Soviétiques s'explique, en grande partie, par l'espoir d'une aide économique et technique occidentale essentielle à la réorganisation de leur économie. Si le président Gorbatchev, politiquement affaibli, ne peut résister au regain d'importance pris par l'armée, le KGB et les conservateurs du ministère des Affaires étrangères, la «dynamique» soviétique qui a créé le mythe d'«unipolarité» risque bien de disparaître.

Enfin, dès le départ, les États-Unis entendaient ne pas payer la note. Même avant le début des combats, Washington a exigé des États du Golfe qu'ils s'engagent à couvrir plus de la moitié des coûts prévus. Fait intéressant, la contribution des puissances industrielles – Allemagne et Japon – a été faible en proportion de la note totale. Sans les fonds fournis en grande partie par l'Arabie saoudite et le Koweït, la guerre aurait pesé lourd sur le budget américain, ce qui n'aurait pas manqué de gêner politiquement le gouvernement Bush aux États-Unis. Cependant, tout comme avec leur dette, les Américains ont réussi à faire payer l'essentiel de la facture par les pays les plus menacés.

Un pouvoir prééminent n'agit pas de la sorte. Dans un système unipolaire, la grande puissance est censée assumer une part disproportionnée des coûts afin d'attirer d'éventuels alliés qui, eux, ne peuvent ou ne veulent rien payer. À moins d'être sur le déclin, elle ne se décharge pas des frais sur autrui. En bref, les États-Unis ont profité d'un ensemble de conditions particulières et uniques dans l'Histoire pour orchestrer une série de mesures toutes nécessaires pour s'acheminer vers la guerre. Quand bien même toutes étaient nécessaires, il est dangereux et trompeur de généraliser à partir de ce seul cas. Les États-Unis n'ont pas tant «contrôlé» l'ordre du jour international que forgé soigneusement, au prix de risques politiques considérables, une coalition qui le façonnerait. L'expérience donne donc à penser qu'au cours de la prochaine décennie, le rôle des Américains dans la gestion des conflits sera davantage fonction de leurs talents diplomatiques et politiques que de leur puissance économique et militaire.

SELON UN AUTRE MYTHE, LES LENDEMAINS DE GUERRE CRÉERAIENT DE NOUVELLES opportunités et des dirigeants imaginatifs seraient capables de restructurer des forces politiques auparavant paralysées et de résoudre des conflits pourrissant depuis longtemps. Ce qui est remarquable, un an après la tentative d'invasion du Koweït, c'est combien le Moyen-Orient d'après la guerre ressemble au Moyen-Orient d'avant la guerre. Bien que les conséquences d'un conflit soient presque toujours imprévisibles, celui-ci a changé bien peu de choses à la géopolitique, si ce n'est d'éliminer jusqu'à la fin de la décennie la menace que l'Irak faisait peser sur ses voisins. Sur les trois principaux objectifs politiques que les États-Unis s'étaient fixés pour la période d'après-guerre, à savoir la redistribution des richesses dans le monde arabe, une plus grande participation politique et un règlement du conflit israélo-arabe, aucun ne semble possible à atteindre.

*Charles Krauthammer, «The Unipolar Moment», Foreign Affairs, vol. 70, n° 1, hiver 1990-1991.